

UNE ANALYSE COMPARATIVE DES GÉOPOLITIQUES DU NUCLÉAIRE CIVIL EN ALLEMAGNE, EN FRANCE ET EN SUÈDE

par Teva Meyer

*Université Paris 8 - Institut Français de Géopolitique – Centre de Recherches et d'Analyses Géopolitiques
(CRAG -EA 353)*

teva.meyer@uha.fr

L'accident nucléaire de Fukushima en mars 2011 a eu des répercussions politiques différentes dans la trentaine d'États exploitant des centrales. Tandis que l'Allemagne décidait d'accélérer la sortie du nucléaire amorcée dix ans auparavant, la Suède abrogeait le moratoire introduit en 1981 sur la construction de réacteurs et la France ne s'engageait qu'à diminuer marginalement la part du nucléaire. Trois pays européens, confrontés à un même événement, prenaient trois directions opposées. Cette thèse propose de considérer ces choix comme le résultat de rapports de forces entre opposants et soutiens à l'énergie atomique s'affrontant à plusieurs échelles pour contrôler l'usage du territoire. Cette recherche vise à mettre en évidence les rivalités de pouvoirs et les représentations qui structurent les systèmes d'acteurs dans chacun des pays afin d'identifier les éléments ayant conduit à l'élaboration de politiques énergétiques différentes.

La première partie s'intéresse aux conflits déclenchés localement par la fermeture des centrales. Alors qu'en France l'arrêt de la centrale de Fessenheim a structuré un mouvement d'opposition porté par les collectivités territoriales (fig. 1), en Allemagne, la fermeture des réacteurs n'a pas déclenché de réactions identiques (Meyer, 2015). En Suède, le projet de remplacement d'une partie du parc nucléaire n'a soulevé localement aucune contestation (Meyer, 2016). Les raisons de ces différences se trouvent dans les conditions de l'intégration territoriale des centrales dans chaque pays. En France et en Suède, la construction des réacteurs a entraîné de profondes mutations de leurs communes qui y ont trouvé une nouvelle source de dynamisme. En Allemagne, par choix politiques, mais aussi par les caractéristiques spatiales du pays, les centrales sont implantées dans des territoires plus peuplés où elles se dissolvent dans les dynamiques économiques, démographiques et politiques.

La deuxième partie s'attache à déconstruire les systèmes « technopolitiques » (Hecht, 1998) des énergies dans les trois pays. Les systèmes énergétiques ne servent pas qu'à fournir de l'énergie. L'énergie est un système techno politique dans le sens où des acteurs l'utilisent pour atteindre des objectifs politiques. Les rôles donnés à l'énergie sont conditionnés par un ensemble de représentations spatiales propres à chaque pays. Si l'énergie est un outil privilégié dans les rivalités interétatiques, le nucléaire n'y déroge pas. Tandis qu'en France les systèmes énergétiques doivent assurer l'indépendance de la nation, en Allemagne ils sont intégrés dans une stratégie d'interdépendance avec la Russie. En Suède, l'électronucléaire est promu comme un outil de pouvoir dans la Baltique. Les systèmes énergétiques sont également mobilisés comme politique d'aménagement du territoire. En Suède, l'énergie doit répondre aux contraintes posées par la répartition des populations sur le territoire (fig. 2) (Meyer, 2017a). En Allemagne, les systèmes énergétiques s'intègrent dans l'objectif de rattrapages des inégalités spatiales héritées de la réunification. En France, l'énergie doit assurer l'égalité territoriale consubstantielle au pacte républicain.

La troisième partie de ce travail souligne l'importance des dynamiques des systèmes d'acteurs (Meyer, 2018). L'Allemagne se singularise par la construction d'une coalition d'intérêts qui a amené des acteurs aux profils différents à soutenir l'arrêt des centrales. Cette coalition a été permise par la restructuration verticale et horizontale de la géographie des énergies. En Suède, l'engagement des différents partis politiques a entièrement changé depuis 1980. Les mouvements associatifs, en déclin et concurrencés par d'autres enjeux environnementaux, n'ont pas réussi à enrayer le retour du nucléaire devant la pression des

Les communes et EPCI, acteurs du conflit sur l'avenir de la centrale de Fessenheim

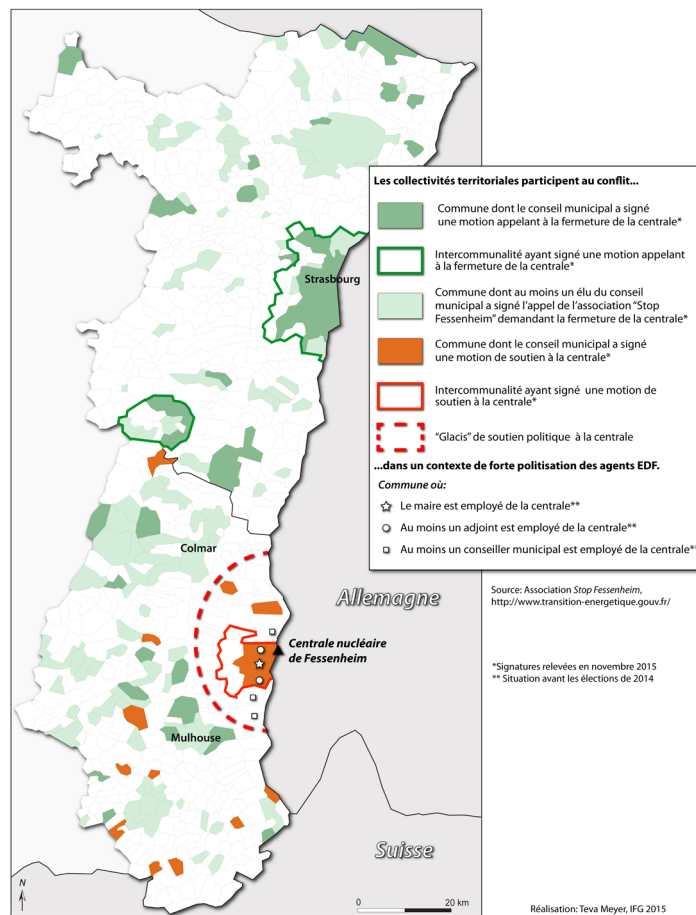


Figure 1 : Les communes et EPCI, acteurs du conflit sur l'avenir de la centrale de Fessenheim. (Meyer, 2017)

Les industries électro-intensives se situent principalement dans des communes rurales et en déprise démographique. Leur activité est perçue comme une nécessité pour maintenir une population dans ces territoires.

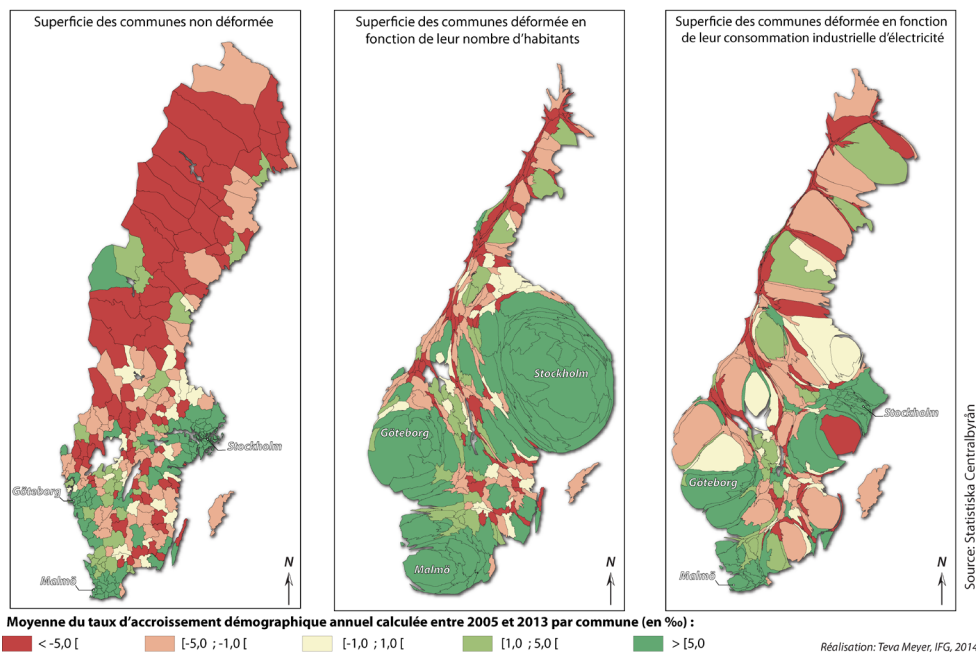


Figure 2 : Les industries électro-intensives en Suède (Meyer, 2017b)

industriels énérgo-intensifs. La France se démarque par la stabilité de son système difficilement remis en cause par un mouvement antinucléaire divisé. D'une part, le marché de l'électricité est resté dominé par un acteur hégémonique. De l'autre, l'industrie atomique a maillé finement le territoire renforçant son influence politique (fig. 3).

La comparaison de ces trois cas montre que les politiques énérgétiques sont le produit d'un système d'interactions entre acteurs, territoires et représentations. Les acteurs sont en rivalité pour l'usage du territoire afin d'y déterminer le choix d'une forme d'énergie. Ces acteurs, leurs stratégies, leurs relations, sont influencés par un ensemble de représentations qu'ils projettent sur le territoire et mobilisent pour convaincre.

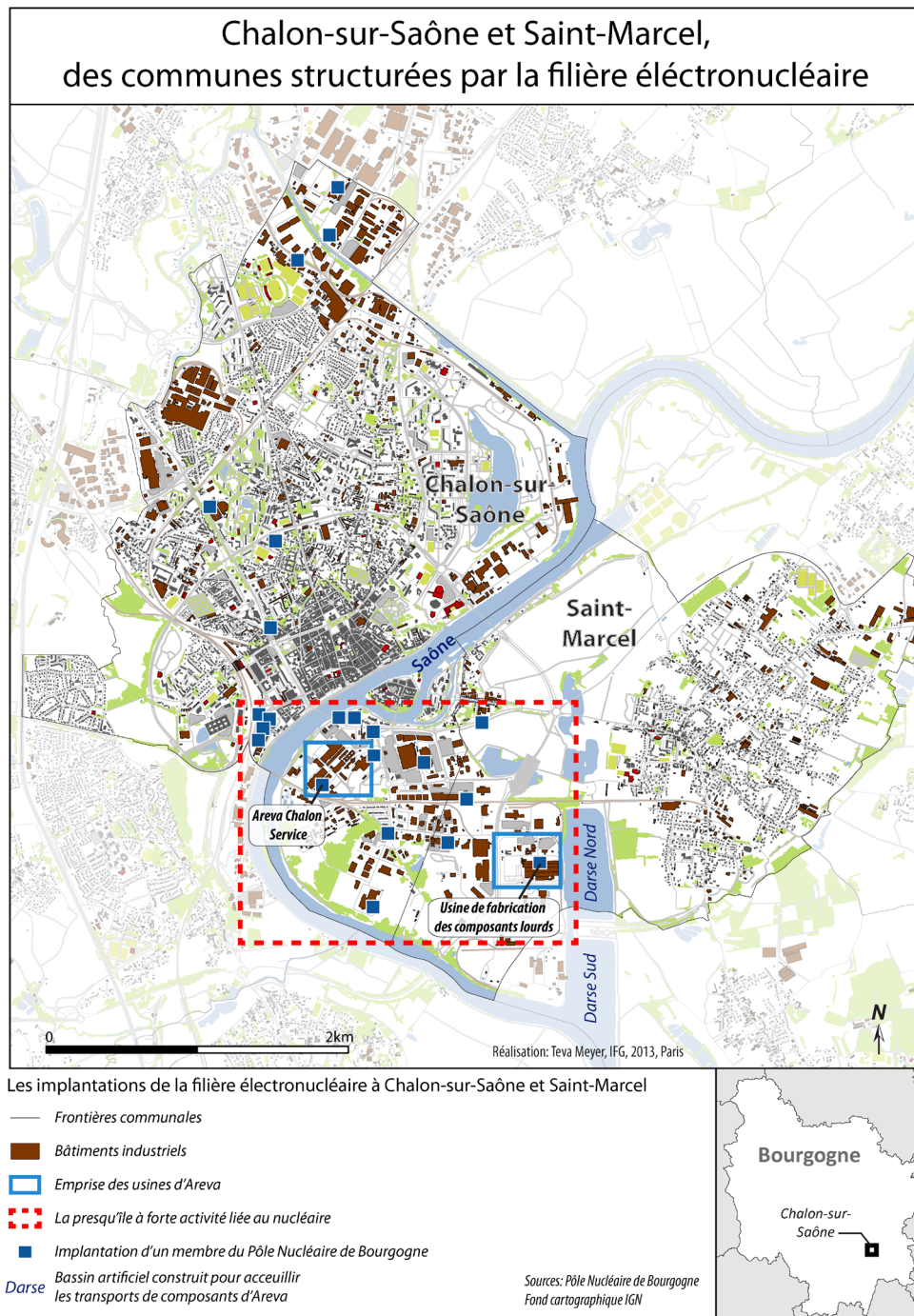


Figure 3 : Chalon-sur-Saône et Saint-Marcel, des communes structurées par l'électronucléaire (Meyer, 2017b)

Références

Hecht, G. (1998). *The Radiance of France: Nuclear Power and National Identity After World War II*. Cambridge, (Mass): MIT Press.

Meyer, T. (2015). «Une analyse comparative des géopolitiques locales du nucléaire civil en Allemagne et en France». *Trajectoires. Travaux des jeunes chercheurs du CIERA*, (9). Consulté à l'adresse <http://journals.openedition.org/trajectoires/1533>

Meyer, T. (2016). «Aménager les territoires des énergies en Suède : rivalités de pouvoirs et limites d'un processus démocratique». *Nordiques*, (31), <http://revue-nordiques.com/fr/48-n31-regards-sur-la-plus-vieille-constitution-d-europe>.

Meyer, T. (2017a). «Du carbon lock-in au nuclear lock-in : les verrous spatiaux aux changements de politique nucléaire en Suède». *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, (Vol. 8, n°3). <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.11936>

Meyer, T. (2017b). Une analyse comparative des géopolitiques du nucléaire civil en Allemagne, en France et en Suède Thèse : Université de Paris 8. Consulté à l'adresse <http://www.theses.fr/2017PA080024>

Meyer, T. (2018). «Le débat sur l'avenir du nucléaire en Allemagne, en France et en Suède : analyser la complexité des systèmes d'acteurs nationaux». *Revue Générale Nucléaire*, (1), 24-27. <https://doi.org/10.1051/rgn/20181024>